

Unité départementale des Alpes Maritimes et du Var
98 rue Montebello
83000 Toulon

Toulon, le 16/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/04/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

COCA COLA MIDI SAS

PARC D'ACTIVITES DU PLATEAU DE SIGNES
avenue de Berlin
83870 Signes

Références : D-UD83-2026-0184
Code AIOT : 0006400210

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/04/2026 dans l'établissement COCA COLA MIDI SAS implanté 99 AV DE BERLIN PARC D'ACTIVITES DU PLATEAU DE SIGNES 83870 Signes. L'inspection a été annoncée le 25/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COCA COLA MIDI SAS
- 99 AV DE BERLIN PARC D'ACTIVITES DU PLATEAU DE SIGNES 83870 Signes
- Code AIOT : 0006400210
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

Les activités de l'usine Coca-Cola Midi sont principalement la fabrication de concentrés, sous forme liquide ou sous forme de poudres, leur conditionnement et leur stockage avant expédition. L'activité est composée des phases suivantes :

- Réception et stockage de matières premières liquides et solides ;

- Préparation, dosage et mélange ;

- Conditionnement ;

- Stockage et expédition des produits finis liquides ou solides.

L'activité est autorisée par arrêté préfectoral du 03/02/1997, modifié en dernier lieu par arrêté complémentaire du 16/01/2026.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 7

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Calcul des volumes de réduction en situation de sécheresse (ACI DVS)	Arrêté Préfectoral du 26/06/2024, article Annexe 1 – nota 7	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II et III	Sans objet
2	Sobriété hydrique en situation pérenne (ACI DVS)	Arrêté Préfectoral du 26/06/2024, article Annexe 1	Sans objet
3	Réductions d'eau de l'exploitant en situation de sécheresse (ACI DVS)	Arrêté Préfectoral du 26/06/2024, article Annexe 1	Sans objet
5	Données de prélèvement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15	Sans objet
6	Déclaration obligatoire en période de	Arrêté Préfectoral du 26/06/2024, article Annexe 1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	sécheresse (ACI DVS)		

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les eaux nécessaires aux besoins de l'établissement sont prélevées dans une ressource stockée. La réduction significative des prélèvements et de la consommation spécifique en eau de l'établissement en situation pérenne sur les 20 dernières années atteste d'un engagement effectif de l'exploitant en faveur de la sobriété hydrique.

L'exploitant doit réviser son PSH en mettant à jour les volumes de référence de ses prélèvements en eau, volumes actuellement sous-évalués au regard de la baisse temporaire des volumes d'eau prélevés en 2025 en lien avec une modification des activités.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II et III
Thème(s) : Risques chroniques, Stratégie de sobriété – connaissance des réseaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. III - Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : - l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ; - les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs, ou, tout autre dispositif équivalent permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ; - les secteurs collectés et les réseaux associés ; - les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ; - les ouvrages d'épuration interne, les points de surveillance et les points de rejets de toute nature.
Constats : Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte des eaux mis à disposition de l'inspection mentionne l'ensemble des éléments exigés par les dispositions du présent article.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Sobriété hydrique en situation pérenne (ACI DVS)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2024, article Annexe 1
Thème(s) : Risques chroniques, Stratégie de sobriété - gestion de l'eau en fonctionnement courant
Prescription contrôlée :

Des adaptations aux dispositions présentées ci-dessus sont possibles dans 2 cas :

1- L'établissement dispose de restrictions déjà prescrites dans un arrêté préfectoral conduisant à une diminution effective des prélèvements d'eau selon les niveaux de gravité de la sécheresse. L'arrêté préfectoral prévaut alors.

2- L'établissement a mis en place un plan de sobriété hydrique (PSH) dont le contenu est défini par l'inspection des installations classées (IIC).

Pour les établissements, en excluant les activités visées à l'article 3-1° de l'Arrêté Ministériel du 30 juin 2023, le PSH devra définir des mesures quantifiées de diminution de ses prélèvements pour chaque niveau de gravité.

Il sera tenu à la disposition de l'IIC.

Le préfet peut décider de lever cette adaptation s'il considère que les mesures de réduction proposées dans le PSH sont insuffisantes.

Constats :

- Les eaux nécessaires au process industriel sont prélevées via le canal de Provence dans la réserve d'eau « Lac d'Esparron » (masse d'eau FRDL89).
- Les mesures de sobriété hydrique mises en œuvre depuis 20 ans ont permis de diminuer significativement les prélèvements en eau nécessaires aux activités du site (environ 100 000 m³ en 2005, < à 75 000 m³ en 2025 volume intégrant le changement de clientèle intervenu en 2025). Le volume maximal d'eau prélevée est de 330 m³ par jour ;
- Le ratio (eau consommée /par unité de production) a baissé de 57 % sur 20 ans ;
- La part la plus importante des eaux prélevées est destinée aux cycles de lavage des 5 chaînes de production (48 % des prélèvements). En 2025, un test pilote du dispositif dénommé « H2Ok » a été réalisé au droit du cycle de nettoyage de 2 des 5 chaînes de process. Ce dispositif, équipé de l'IA, permet de raccourcir ou d'augmenter le cycle de nettoyage selon les besoins en temps réel. L'essai ayant été concluant ce dispositif a été déployé fin 2025 sur toutes les stations de nettoyage. L'estimation de la diminution de la consommation en eau à terme grâce à la mise en œuvre de ce dispositif est de 16 % de l'eau consommée pour ce poste ;
- Chaque jour, un des personnels du service QHSE vérifie les consommations en eau du site pour s'assurer de l'absence de fuites sur le réseau. En cas de détection de fuites, des mesures sont prises dans les meilleurs délais et un suivi de ces actions est tracé.

L'objectif de l'établissement est de réduire de 5 % ses prélèvements en eau chaque année et à terme de réintroduire 100 % de ses prélèvements dans le milieu. Aussi, la société est à la recherche de solutions pour que les eaux de process après traitement par la station d'épuration du site soient réutilisées en interne ou en externe (partenariats locaux).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Réductions d'eau de l'exploitant en situation de sécheresse (ACI DVS)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2024, article Annexe 1

Thème(s) : Risques chroniques, Respect des restrictions en situation de sécheresse + exemptions

Prescription contrôlée :

Vigilance : Sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site

Alerte :

- Réduction des prélèvements journaliers d'eau (ou consommation journalière d'eau lorsque le rejet est fait dans le même milieu) de : 10 %
- Registre journalier à disposition des services de contrôle.

Alerte renforcée :

- Réduction des prélèvements journaliers d'eau (ou consommation journalière d'eau lorsque le rejet est fait dans le même milieu) de 20 %
- Registre journalier mis à disposition des services de contrôle.
- Pour les ICPE soumises à l'AM sécheresse du 30/06/2023 : application de l'article 2-IV de l'Arrêté Ministériel (déclaration sur plateforme ministérielle)

Crise :

Les mesures du niveau de gravité « alerte renforcée » s'appliquent par défaut.
Des prescriptions plus contraignantes pourront être prises par arrêté préfectoral.

Les réductions mentionnées [dans le tableau] ci-dessus sont atteintes au plus tard trois jours après le déclenchement du niveau de gravité correspondant.

Les opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et génératrices d'eaux polluées sont reportées (exemple d'opération de nettoyage grande eau) sauf impératif sanitaire ou lié à la sécurité publique.

Des adaptations aux dispositions présentées ci-dessus sont possibles dans 2 cas :

1- L'établissement dispose de restrictions déjà prescrites dans un arrêté préfectoral conduisant à une diminution effective des prélèvements d'eau selon les niveaux de gravité de la sécheresse. L'arrêté préfectoral prévaut alors.

2- L'établissement a mis en place un plan de sobriété hydrique (PSH) dont le contenu est défini par l'inspection des installations classées.

Pour les établissements, en excluant les activités visées à l'article 3-1° de l'Arrêté Ministériel du 30 juin 2023, le PSH devra définir des mesures quantifiées de diminution de ses prélèvements pour chaque niveau de gravité.

Il sera tenu à la disposition de l'IIC.

Le préfet peut décider de lever cette adaptation s'il considère que les mesures de réduction proposées dans le PSH sont insuffisantes.

Constats :

Durant les périodes de sécheresse, des mesures seront immédiatement engagées afin de limiter les prélèvements dans le milieu (arrêt des arrosages, sobriété des usages domestiques...).

L'exploitant analysera les pourcentages de réduction de ses prélèvements en eau en lien avec ces mesures.

Le site dispose d'un PSH satisfaisant.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Calcul des volumes de réduction en situation de sécheresse (ACI DVS)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2024, article Annexe 1 – nota 7
Thème(s) : Risques chroniques, Sobriété en sécheresse - Respect des volumes de réduction applicables
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les objectifs de réduction s’entendent par rapport à un volume de référence défini à l’article 2. II de l’arrêté ministériel du 30 juin 2023, « le prélèvement d’eau moyen journalier »</p> <p>Art. 2-II de l’AM du 30 juin 2023 : « II. - Le volume de référence auquel les réductions prévues au I sont appliquées est le prélèvement d'eau moyen journalier. Il correspond, pour chaque milieu de prélèvement, en période normale d'activité et hors période de sécheresse, au maximum entre la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur l'année civile précédente et la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur le trimestre civil correspondant de l'année précédente.</p> <p>Une valeur forfaitaire de 5 % est déduite de ce volume de référence, correspondant aux usages nécessaires à la sécurité des installations et à la protection de l'environnement. La déduction d'un volume supérieur, dûment justifié, peut être réalisée par l'exploitant.</p> <p>Les volumes d'eaux d'exhaure ne sont pas concernés par le précédent alinéa et peuvent être déduits du volume de référence. »</p>
<p>Constats :</p> <p>En 2025, l’activité de l’établissement a été perturbé par un changement de clientèle entraînant une baisse très temporaire des volumes d’eau prélevée. Par conséquent, les volumes de référence présentés dans le PSH sont inférieurs à ceux d'une année représentative. Ces volumes de référence sont donc à revoir.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Données de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, Stratégie de sobriété – indicateurs sur les volumes de prélèvement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>

Constats : Le site dispose d'un compteur général et d'une dizaine de sous-compteurs. Un relevé automatique de ces dispositifs est enregistré toutes les heures.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Déclaration obligatoire en période de sécheresse (ACI DVS)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2024, article Annexe 1
Thème(s) : Risques chroniques, Sobriété en sécheresse – Déclaration hebdomadaire sur GIDAF
Prescription contrôlée : Alerte renforcée : - Réduction des prélèvements journaliers d'eau (ou consommation journalière d'eau lorsque le rejet est fait dans le même milieu) de 40 % - Registre journalier mis à disposition des services de contrôle. - Pour les ICPE soumises à l'AM sécheresse du 30/06/2023 : application de l'article 2-IV de l'Arrêté Ministériel (déclaration sur plateforme ministérielle) Crise : Les mesures du niveau de gravité « alerte renforcée » s'appliquent par défaut. Des prescriptions plus contraignantes pourront être prises par arrêté préfectoral. Art.2-IV de l'AM du 30 juin 2023 Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours. Cette transmission est faite conformément à l'arrêté ("GIDAF") du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement. La dernière transmission est réalisée la semaine calendaire suivant celle de la levée des niveaux d'alerte renforcée et de crise.
Constats : Les niveaux d'alerte et de crise sécheresse n'ont pas été déclenchés sur la zone de prélèvement des eaux de l'établissement depuis la mise en place du module « Gestion de l'eau » sur l'application GIDAF. Toutefois, l'exploitant a connaissance de son obligation de déclarer hebdomadairement ses volumes d'eaux prélevées dès le déclenchement du niveau d'alerte renforcée.
Type de suites proposées : Sans suite